



CHAPITRE 29

Loi modifiant la Loi de la taxe sur la gazoline

[Sanctionnée le 20 mai 1971]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.
74, a. 2,
mod.

1. L'article 2 de la Loi de la taxe sur la gazoline (Statuts refondus, 1964, chapitre 74) est modifié en ajoutant à la fin, après le paragraphe 8, les suivants:

« règle-
ment »;

« 9. Le mot « règlement » signifie tout règlement adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente loi;

« sous-mi-
nistre ».

« 10. Le mot « sous-ministre » signifie le sous-ministre du revenu. »

S.R., c.
74, titre
de sec. II,
remp.

2. Le titre de la section II de ladite loi est remplacé par le suivant:

« DES CERTIFICATS D'ENREGISTREMENT ».

Id., a. 3,
remp.

3. L'article 3 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Certificat
d'enregis-
trement.

« **3.** 1. Personne ne peut vendre de la gazoline au Québec à moins que, à sa demande, un certificat d'enregistrement ne lui ait été délivré en vertu de la présente loi et ne soit en vigueur au moment de la vente.

Demande
au sous-
ministre.

2. La demande pour l'obtention d'un certificat d'enregistrement doit être transmise au sous-ministre.

Délivran-
ce, etc.

3. Ce certificat d'enregistrement doit être délivré par le sous-ministre ou par toute autre personne qu'il désigne. Il doit

CHAPTER 29

An Act to amend the Gasoline Tax Act

[Assented to 20th May 1971]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 2 of the Gasoline Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 74) is amended by adding at the end, after paragraph 8, the following:

R.S., c.
74, s. 2,
am.

“(9) The word “regulation” means any regulation made under this act by the Lieutenant-Governor in Council;”

“regula-
tion”;

“(10) The words “Deputy Minister” mean the Deputy Minister of Revenue.”

“Deputy
Minister”.

2. The title of Division II of the said act is replaced by the following:

R.S., c.
74, title
Div. II,
replaced.

“REGISTRATION CERTIFICATES”.

3. Section 3 of the said act is replaced by the following:

Id., s. 3,
replaced.

“**3.** (1) No person may sell any gasoline in the province of Québec unless a registration certificate has been granted to him under this act, upon his application, and is in force at the time of the sale.

Registra-
tion
certificate.

(2) The application for the registration certificate shall be filed with the Deputy Minister.

Applica-
tion.

(3) Such registration certificate must be issued by the Deputy Minister or by such other person as he appoints. It must be

Issue and
keeping.

être gardé à la principale place d'affaires du vendeur au Québec, et ne peut être transféré.

Refus, suspension ou annulation.

4. Le ministre peut refuser de délivrer ce certificat d'enregistrement à toute personne trouvée coupable d'une infraction à la présente loi. Il peut également, dans le cas d'une personne trouvée coupable d'une infraction à la présente loi, suspendre ou annuler le certificat délivré.

Renseignements requis.

5. Les renseignements suivants sont requis quand un certificat est demandé:

a) par une ou plusieurs personnes faisant affaires sous un nom collectif ou une raison sociale,—leurs noms et adresses;

b) par une société,—le nom de chaque associé;

c) par une corporation, un club, une association ou un syndicat,—le nom et l'adresse du président, s'il réside au Québec; sinon, le nom et l'adresse de son gérant ou représentant résidant au Québec.

Certificat exigible de certaines entreprises.

6. Un certificat d'enregistrement est aussi exigible en tout temps de toute personne qui exploite une entreprise appartenant à une catégorie d'entreprises définie, par règlement comme utilisant habituellement un carburant pouvant servir de gazoline. Les paragraphes 2 à 5 s'appliquent à un tel certificat.

Entrée en vigueur.

Tout règlement adopté en vertu du présent paragraphe entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

Cautionnement.

7. Le ministre peut exiger comme condition de l'enregistrement de celui qui n'a ni résidence, ni place d'affaires au Québec, un cautionnement dont il fixe le montant.

Idem.

8. Le ministre peut aussi exiger de toute personne, comme condition de la délivrance ou du maintien en vigueur d'un certificat en son nom, un cautionnement dont le ministre établit le montant en tenant compte du montant des droits que cette personne devait remettre à l'égard des six mois précédant la date à laquelle le cautionnement est exigé, si cette personne:

a) a été trouvée coupable d'une infraction à la présente loi;

kept at the vendor's chief place of business in the province of Québec, and cannot be transferred.

(4) The Minister may refuse to issue such registration certificate to any person who has been found guilty of an offence against this act. He may also, in the case of a person who has been found guilty of an offence against this act, suspend or cancel the certificate issued.

Refusal of certificate, etc.

(5) The following information must be given when a certificate is applied for:

Information required.

(a) by one or more persons doing business under a firm name—the name and address of such person or persons;

(b) by a partnership—the name of each partner;

(c) by a corporation, club, association or syndicate,—the name and address of the president, if he resides in the province of Québec; if not, the name and address of its manager or representative residing in the province of Québec.

(6) A registration certificate shall also be required at any time from any person who carries on an undertaking in a class of undertakings defined by regulation as one which habitually uses fuel which can be used as gasoline. Subsections 2 to 5 shall apply to such certificate.

Registration certificate for undertakings.

Every regulation made under this subsection shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* or on such later date as is fixed therein.

Coming into force.

(7) The Minister may require, as a condition for registration, of a person who neither resides nor has his place of business in the province of Québec, security in such amount as the Minister may fix.

Security.

(8) The Minister may also require of any person, as a condition for the issue or continuance in force of a certificate in his name, security in such amount as the Minister may fix, taking into account the amount of the duties which such person had to remit for the six months preceding the date on which security is required, if such person:

Idem.

(a) has been found guilty of an offence against this act;

b) est insolvable; ou

c) doit des impôts ou des taxes en vertu d'une loi de revenu au sens de la Loi du ministère du revenu (chap. 66), et ne conteste pas son obligation de payer ces impôts ou taxes devant le tribunal compétent. »

(b) is insolvent; or

(c) owes dues or taxes under a revenue law within the meaning of the Revenue Department Act (Chap. 66), and does not contest his obligation to pay such dues or taxes before the competent court."

S.R., c.
74, a. 4,
mod.

4. L'article 4 de ladite loi, modifié par l'article 1 du chapitre 31 des lois de 1965 (1^{re} session) et par l'article 1 du chapitre 33 des lois de 1968, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

Droit
perçu lors
de la
vente.

« 2. Que le prix soit stipulé payable comptant, à terme, par versements ou de toute autre manière, le droit imposé par le paragraphe 1 doit être perçu par le vendeur lors de la vente sur tout le prix du contrat.

Manda-
taire du
ministre.

Le vendeur doit agir, en ce cas, comme mandataire du ministre, tenir et rendre compte des montants ainsi perçus en la forme et de la manière prescrites par le ministre et les lui transmettre au ministre, au plus tard le quinzième jour de chaque mois pour le mois de calendrier précédent, même si aucune vente donnant lieu à ce droit n'a été faite durant le mois. »;

b) en insérant, dans la sixième ligne du paragraphe 4, après le mot « ministre », les mots: « au plus tard le quinzième jour de chaque mois pour le mois de calendrier précédent ».

S.R., c.
74, a. 5,
mod.

5. L'article 5 de ladite loi est modifié:

a) en insérant, dans la troisième ligne du paragraphe 1, après le mot « compte », ce qui suit: « des droits perçus ainsi que »;

b) en ajoutant, après le paragraphe 4, le suivant:

Rensei-
gnements,
etc.,
exigés.

« 5. Le ministre peut, par une demande transmise par poste recommandée ou signifiée personnellement, exiger d'une personne, dans le délai raisonnable qu'il fixe, tout renseignement ou la production de livres, lettres, comptes, factures, états financiers ou autres documents qu'il juge nécessaires à l'application de la présente loi. »

4. Section 4 of the said act, amended by section 1 of chapter 31 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 1 of chapter 33 of the statutes of 1968, is again amended:

R.S., c.
74, s. 4,
am.

(a) by replacing subsection 2 by the following:

“(2) The duty imposed by subsection 1, whether the price be stipulated payable in cash, on terms, by instalments or otherwise, shall be collected by the vendor at the time of the sale on the whole contract price.

Collection
at time
of sale.

The vendor shall act in such case as agent for the Minister, and account for and remit the amounts so collected in the form and manner prescribed by the Minister, and transmit them to him through the Department, on or before the fifteenth day of each month for the preceding calendar month, even if no sale subject to the duty was made during the month.”;

Agent for
Minister.

(b) by inserting after the word “Minister” in the sixth line of subsection 4, the words “not later than the fifteenth day of each month for the preceding calendar month”.

5. Section 5 of the said act is amended:

R.S., c.
74, s. 5,
am.

(a) by inserting after the word “of” in the third line of subsection 1 the words “the duties collected, of”;

(b) by adding after subsection 4 the following:

“(5) The Minister may, by demand sent by registered mail or served personally, require of any person, within such reasonable delay as he fixes, any information or the production of such books, letters, accounts, invoices, financial statements or other documents as he deems necessary for the application of this act.”

Demand
for infor-
mation.

S.R., c.
74, a. 6,
rempl.

6. L'article 6 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Droit de
visiter les
lieux.

« **6.** Pour l'application ou l'exécution de la présente loi, toute personne qui y est autorisée par le ministre peut, à toute époque raisonnable, pénétrer dans tout lieu où de la gazoline est vendue, entreposée ou utilisée ou dans tout lieu où sont ou devraient être tenus des livres ou registres en conformité de la présente loi.

Pouvoirs
des per-
sonnes
autorisées.

La personne ainsi autorisée peut:

a) vérifier ou examiner les livres et registres, et tout compte, pièce justificative, lettre, télégramme ou autre document qui se rapporte ou qui peut se rapporter aux renseignements qui se trouvent ou devraient se trouver dans les livres ou registres, et prendre copie de tout document qu'elle juge nécessaire;

b) examiner tous biens, procédés ou matières dont l'examen peut, à son avis, l'aider à vérifier le montant des droits exigibles en vertu de la présente loi;

c) obliger le vendeur ou l'usager et toute autre personne présente sur les lieux à lui prêter toute aide raisonnable dans sa vérification ou son examen, et à répondre à toutes questions appropriées se rapportant à la vérification ou à l'examen, soit oralement, soit, si ladite personne autorisée l'exige, par écrit, sous serment ou par déclaration solennelle et, à cette fin, obliger le vendeur ou l'usager à l'accompagner sur les lieux.

Saisie
au cas
d'infraction.

Si, au cours d'une vérification ou d'un examen, il lui paraît qu'une infraction à la présente loi ou à un règlement a été commise, la personne ainsi autorisée peut saisir et emporter tout registre, livre, compte, pièce justificative, lettre, télégramme et autre document, et les garder jusqu'à ce qu'ils aient été produits dans des procédures judiciaires.

Échantil-
lonnage.

Pour fins d'analyse, la personne ainsi autorisée peut également, en payant le prix courant, prélever de tout réservoir un échantillon de gazoline n'excédant pas un quart de gallon. »

S.R., c.
74, aa. 6a-
6i, aj.

7. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 6, ce qui suit:

6. Section 6 of the said act is replaced by the following:

R.S., c.
74, s. 6,
replaced.

“**6.** Any person thereunto authorized by the Minister for the administration or enforcement of this act may, at all reasonable times, enter any premises where gasoline is sold, stored or used or any books or records are or should be kept pursuant to this act.

Right of
entry.

The person so authorized may:

Powers
of autho-
rized
persons.

(a) audit or examine the books and records and any account, voucher, letter, telegram or other document which relates or may relate to the information that is or should be in the books or records, and make copies of any document which he considers necessary;

(b) examine any property, process or matter an examination of which may, in his opinion, assist him in verifying the amount of duties payable under this act;

(c) require the vendor or consumer and any other person on the premises to give him all reasonable assistance with his audit or examination and to answer all proper questions relating to the audit or examination, either orally or, should the said authorized person so require, in writing, on oath or by statutory declaration and, for that purpose, require the vendor or consumer to attend at the premises with him.

If, during the course of an audit or examination, it appears to him that there has been a violation of this act or of a regulation, the said authorized person may seize and remove any records, books, accounts, vouchers, letters, telegrams and other documents and retain them until they are produced in any judicial proceedings.

Seizure
in case of
violation.

For purposes of analysis, the person so authorized may also, on paying the current price, take from any tank a sample of gasoline not exceeding one-quarter of a gallon.”

Samples
for
analysis.

7. The said act is amended by adding after section 6 the following:

R.S., c.
74, ss. 6a-
6i, added.

« SECTION V A

"DIVISION V A

« DES COTISATIONS ET JUGEMENTS

"ASSESSMENTS AND JUDGMENTS

Cotisa-
tion.

« 6a. 1. Le ministre peut déterminer le montant du droit dont un vendeur, un acheteur ou un usager est débiteur envers le gouvernement ainsi que l'intérêt et les peines, s'il en est, et il transmet un avis de cotisation au vendeur, à l'acheteur ou à l'usager suivant le cas.

Délai.

2. Une cotisation peut être établie en vertu du paragraphe 1:

a) dans les cinq ans qui suivent la date à laquelle le droit aurait dû être payé ou remis;

b) en tout temps, si le vendeur, l'acheteur ou l'usager a produit une fausse déclaration ou a commis une fraude en produisant cette déclaration ou en fournissant les renseignements prévus par la présente loi.

Respon-
sabilité si
cotisation
inexacte.

3. Le vendeur, l'acheteur ou l'usager demeure assujéti au paiement du droit, des intérêts et des peines, s'il en est, même si la cotisation est inexacte ou incomplète ou si aucune cotisation n'a été faite.

Nouvelle
cotisa-
tion.

4. Le ministre peut, après avoir établi une cotisation en vertu du paragraphe 1, déterminer de nouveau le montant du droit, des intérêts et des peines et faire une nouvelle cotisation ou établir une cotisation supplémentaire:

a) dans les cinq ans qui suivent la date à laquelle le droit aurait dû être payé ou remis;

b) en tout temps, si le vendeur, l'acheteur ou l'usager a produit une fausse déclaration ou a commis une fraude en produisant cette déclaration ou en fournissant les renseignements prévus par la présente loi.

Ministre
non lié par
rapport.

5. Le ministre n'est pas lié par un rapport produit ou par les renseignements fournis par le vendeur, l'acheteur ou l'usager ou par une personne autorisée à les produire ou fournir pour eux. Il peut, nonobstant le rapport et les renseignements ou, en l'absence de rapport, déterminer les droits à payer.

Cotisa-
tion
censée
valide.

6. Une cotisation est censée valide et exécutoire nonobstant toute erreur, vice de forme ou omission dans cette cotisation

"6a. (1) The Minister may assess the amount of the duty which a vendor, purchaser or consumer owes to the government, and the interest and penalties, if any, and shall send a notice of assessment to the vendor, purchaser or consumer, as the case may be.

(2) An assessment may be made under subsection 1:

(a) within five years from the date when the duty should have been paid or remitted;

(b) at any time if the vendor, purchaser or consumer has made any misrepresentation or committed any fraud in filing the return or in supplying the information prescribed by this act.

(3) The vendor, purchaser or consumer remains liable to pay the duty, interest and penalties, if any, even if the assessment is incorrect or incomplete or if no assessment has been made.

(4) The Minister may, after making an assessment under subsection 1, reassess the amount of duty, interest and penalties, and make a new or an additional assessment:

(a) within five years from the date when the duty should have been paid or remitted;

(b) at any time, if the vendor, purchaser or consumer has made any misrepresentation or committed any fraud in filing the return or in supplying the information prescribed by this act.

(5) The Minister is not bound by a return filed or information supplied by the vendor, purchaser or consumer or by a person authorized to file or supply such return or information on their behalf. He may, notwithstanding the return or information, or if no return has been filed, assess the duties payable.

(6) An assessment shall be deemed to be valid and binding notwithstanding any error, defect or omission therein or in any

ou dans toute procédure qui s'y rattache, sous réserve de modifications qui peuvent y être apportées ou d'une annulation qui peut être prononcée lors d'une opposition ou d'un appel.

proceeding relating thereto, subject to being varied or vacated on an objection or appeal.

Paiement
des droits,
etc.

« **6b.** Tout vendeur, acheteur ou usager assujéti au paiement ou à la remise d'un droit en vertu de la présente loi doit, dans les trente jours qui suivent la date du dépôt à la poste de l'avis de cotisation, payer au ministre les droits, intérêts et peines établis par la cotisation et qui n'ont pas encore été payés ou remis au ministre, qu'une opposition ou un appel à l'égard de la cotisation soit ou non en cours.

« **6b.** Every vendor, purchaser or consumer liable for the payment or remittance of a duty under this act shall, within thirty days from the date of mailing of the notice of assessment, pay the Minister the duties, interest and penalties established by the assessment and not yet paid or remitted to the Minister, whether or not an objection or appeal with respect to the assessment is pending.

Payment
of duties,
etc.

Exigibilité
des droits.

Lorsque de l'avis du ministre, un vendeur, un acheteur ou un usager tente d'éluder le paiement ou la remise de droits imposés en vertu de la présente loi, il peut ordonner que tous les droits et intérêts soient payés immédiatement sur cotisation et le vendeur, l'acheteur ou l'usager, suivant le cas, est tenu d'en effectuer immédiatement le paiement.

Where, in the opinion of the Minister, a vendor, purchaser or consumer is attempting to avoid payment or remittance of the duties imposed under this act, he may direct that all duties and interest be paid forthwith upon assessment, and the vendor, purchaser or consumer, as the case may be, must make such payment immediately.

Idem.

Certificat
d'exigibilité.

« **6c.** Lorsqu'un montant exigible en vertu de la présente loi n'est pas payé ou remis, le ministre peut délivrer un certificat attestant l'exigibilité de la dette et le montant dû, et ce dernier est une preuve de l'exigibilité de la dette.

« **6c.** When an amount payable under this act has not been paid or remitted, the Minister may issue a certificate attesting that such debt is payable and the amount thereof, and such certificate shall be proof that the debt is payable.

Certificate.

Signature.

Un tel certificat n'est valide que s'il est signé par le ministre ou par le sous-ministre.

Such certificate shall not be valid unless signed by the Minister or the Deputy Minister.

Signature.

Délivrance.

Ce certificat peut être délivré par le ministre immédiatement après qu'un ordre a été donné par lui suivant l'article 6b ou, dans les autres cas, en tout temps après l'expiration des trente jours qui suivent la date de l'exigibilité de la dette.

Such certificate may be issued by the Minister immediately after an order has been given by him under section 6b or, in other cases, at any time after the expiration of thirty days following the date when the debt was payable.

Issue.

Jugements sur
production du
certificat.

Sur production au greffe du tribunal de juridiction compétente d'un tel certificat, le protonotaire ou le greffier, suivant le cas, inscrit au dos du certificat la date de sa production et rend jugement en faveur du sous-ministre pour le montant prévu au certificat, les intérêts et peines, s'il en est, et les dépens contre la personne tenue au paiement de la dette.

Upon the filing of such certificate in the office of the court of competent jurisdiction, the prothonotary or the clerk, as the case may be, shall endorse thereon the date of its filing and shall render judgment in favour of the Deputy Minister for the amount provided in the certificate, with interest and penalties, if any, and costs against the person liable to pay the debt.

Judgment
upon filing
of certificate.

Effet du
jugement.

Ce jugement équivaut à un jugement rendu par le tribunal compétent et en a tous les effets.

Such judgment is equivalent to and has all the effects of a judgment rendered by a competent court.

Effect of
judgment.

Disposi-
tions
applica-
bles.

« 6d. Les articles 72 à 74 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (chap. 69) s'appliquent *mutatis mutandis* au remboursement de l'indu versé au titre des droits imposés en vertu de la présente loi.

« 6d. Sections 72 to 74 of the Provincial Income Tax Act (Chap. 69) shall apply *mutatis mutandis* to the refunding of any overpayment made as duties imposed under this act. Provisions to apply.

« SECTION VB

« DES OPPOSITIONS ET APPELS

Avis
d'opposi-
tion.

« 6e. 1. Un vendeur, un acheteur ou un usager qui s'oppose à une cotisation peut, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date du dépôt à la poste de l'avis de cotisation, signifier au ministre, dans la forme prescrite et en double exemplaire, un avis d'opposition énonçant les motifs de cette opposition et tous les faits qui y sont pertinents.

« 6e. (1) A vendor, purchaser or consumer who objects to an assessment may, within ninety days from the day of mailing of the notice of assessment, serve on the Minister a notice of objection in duplicate in prescribed form setting out the reasons for such objection and all relevant facts. Notice of objection.

Trans-
mission.

2. Cet avis est transmis par poste recommandée au sous-ministre.

(2) Such notice shall be sent to the Deputy Minister by registered mail. How sent.

Examen
de la cota-
sation,
etc.

3. Sur réception de l'avis d'opposition le ministre doit, avec diligence, examiner de nouveau la cotisation et annuler, ratifier ou modifier celle-ci ou en faire une nouvelle et faire connaître sa décision à l'opposant au moyen d'un avis transmis par poste recommandée.

(3) Upon receipt of the notice of objection the Minister shall, with due dispatch, reconsider the assessment and vacate, confirm or vary it, or re-assess, and he shall notify the objecting party of his decision by registered mail. Reconsideration.

Délai
pour
nouvelle
cotisation.

4. Une nouvelle cotisation faite par le ministre en conformité du paragraphe 3 n'est pas invalide pour le seul motif qu'elle n'a pas été faite dans les cinq ans qui suivent la date à laquelle le droit aurait dû être payé ou remis.

(4) No re-assessment made by the Minister in conformity with subsection 3 shall be void solely on the ground that it was not made within five years from the date when the duty should have been paid or remitted. Validity of re-assessment.

Requête
en annu-
lation de
cotisation.

« 6f. Lorsqu'un vendeur, un acheteur ou un usager a soumis, en vertu de l'article 6e, une opposition à une cotisation, il peut s'adresser à la Cour provinciale siégeant au chef-lieu du district où il réside pour faire annuler ou modifier cette cotisation.

« 6f. Where a vendor, purchaser or consumer has made an objection to an assessment under section 6e, he may apply to the Provincial Court sitting at the chief place of the district where he resides to have the assessment vacated or varied. Action to annul or vary assessment.

Condi-
tions du
recours.

Ce recours est exercé après la réception de l'avis du ministre faisant connaître sa décision à l'effet qu'il a confirmé la cotisation ou qu'il a décidé d'en faire une nouvelle, ou après l'expiration des cent quatre-vingts jours qui suivent la signification de l'avis d'opposition à la cotisation, lorsque le ministre n'a pas donné avis de sa décision à l'opposant dans ce délai.

Such recourse shall be exercised after receipt of the Minister's notice making known his decision that he has confirmed the assessment or has decided to re-assess, or after the expiry of one hundred and eighty days following the service of the notice of objection to the assessment, when the Minister has not notified the objecting party of his decision within that time. Conditions of recourse.

Délai.

Cependant, ce recours ne peut être exercé après l'expiration des quatre-vingt-dix jours qui suivent la date de l'envoi par

Such recourse, however, shall not be exercised after the expiry of ninety days from the day of the mailing to the object- Delay.

la poste à l'opposant de l'avis du ministre, à l'effet qu'il a confirmé la cotisation ou qu'il a décidé d'en faire une nouvelle.

ing party of the notice of the Minister, that he has confirmed the assessment or has decided to re-assess.

Disposi-
tions
applica-
bles.

« 6g. Les articles 171 à 175 et l'article 184 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (chap. 69) s'appliquent *mutatis mutandis* aux recours à la Cour provinciale en vertu de la présente loi.

« 6g. Sections 171 to 175 and section 184 of the Provincial Income Tax Act (Chap. 69) shall apply *mutatis mutandis* to the recourses to the Provincial Court under this act. Provisions to apply.

Appel.

« 6h. Sont sujets à appel les jugements finals de la Cour provinciale rendus en vertu de la présente loi dans les causes où le montant en litige n'est pas inférieur à \$500.

« 6h. An appeal lies from any final judgment of the Provincial Court rendered under this act in a case where the amount in dispute is not less than \$500. Appeal.

Procé-
dure.

Cet appel est institué, entendu et décidé conformément aux règles du Code de procédure civile, sous réserve des dispositions inconciliables de la présente loi.

Such appeal shall be lodged, heard and determined in accordance with the rules of the Code of Civil Procedure, subject to any inconsistent provisions of this act. Procedure.

Recours,
etc., n'em-
pêche pas
recouvre-
ment.

« 6i. 1. L'exercice par un vendeur, un acheteur ou un usager d'un recours ou d'un appel prévu à la présente loi n'empêche pas le recouvrement, suivant la loi, des droits, des intérêts et des peines faisant l'objet du recours.

« 6i. (1) The exercise by a vendor, purchaser or consumer of any recourse or appeal contemplated in this act shall not prevent the recovery, according to law, of the duties, interest and penalties which are the object of such recourse. Recourse, etc., does not prevent recovery.

Paiement
sous
protêt.

Le paiement des sommes contestées en vertu de la présente loi est réputé fait sous protêt.

Payment of sums contested under this act is deemed made under protest. Protest.

Irrégula-
rité, etc.

2. Une cotisation ne doit pas être annulée ni modifiée, lors d'un recours ou d'un appel, uniquement par suite d'irrégularité, de vice de forme, d'omission ou d'erreur de la part de qui que ce soit dans l'observation de quelque disposition directrice de la présente loi. »

(2) An assessment shall not be vacated or varied on a recourse or appeal by reason only of an irregularity, informality, omission or error on the part of anyone in the observance of any directory provision of this act. Irregularities, etc.

S.R., c.
74, aa. 7-
10, remp.

8. Les articles 7 à 10 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

8. Sections 7 to 10 of the said act are replaced by the following: R.S., c. 74, ss. 7-10, replaced.

Infrac-
tions:
Refus de
fournir
rapport;

« 7. 1. Toute personne qui:
a) ne fournit pas un rapport ou tout autre document ou renseignement, en la manière et à l'époque prescrites en vertu de la présente loi ou des règlements; ou

« 7. (1) Every person who:
(a) does not furnish a report or any other document or information, in the manner and at the time prescribed under this act or the regulations; or Offences: Failure to furnish report;

Refus de
percevoir
les droits.

b) étant mandataire du ministre, refuse ou néglige de percevoir les droits, d'en tenir compte, d'en faire rapport ou d'en faire remise, le tout conformément aux dispositions de la présente loi ou des règlements,

(b) being an agent of the Minister, refuses or neglects to collect, account for, report or remit the duties, the whole in accordance with this act or the regulations, Refusing to collect.

Peine.

commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars pour chaque jour que dure l'infraction.

commits an offence and is liable to a fine of not less than twenty-five dollars for each day that the offence continues. Penalty.

Infrac- tions: Vente sans certi- ficat;	2. Toute personne qui: a) vend dans le Québec de la gazoline, sans être munie d'un certificat d'enregistrement encore valide, ou contrevient autrement à l'article 3 ou aux paragraphes 1 ou 4 de l'article 4; ou	(2) Every person who: (a) sells gasoline in the province of Québec without a registration certificate still in force, or otherwise contravenes section 3 or subsection 1 or 4 of section 4; or	Offences: Sale without certificate;
Refus d'examen.	b) refuse de permettre à un officier du revenu de faire l'examen et la vérification prévus à l'article 6 ou y contrevient autrement,	(b) refuses to permit a revenue officer to make the examination and audit contemplated in section 6 or otherwise contravenes it,	Refusing examination.
Peine.	commet une infraction et encourt une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus cinq mille dollars.	commits an offence and is liable to a fine of not less than two hundred dollars nor more than five thousand dollars.	Penalty.
Infrac- tions: Fausses déclara- tions, etc.;	3. Toute personne qui: a) fait des déclarations fausses ou trompeuses ou participe, consent ou acquiesce à leur énonciation dans une déclaration, une réponse, un certificat ou un état produit ou fait aux termes de la présente loi ou des règlements;	(3) Every person who: (a) makes, or participates in, assents to or acquiesces in the making of, false or deceptive declarations in a return, answer, certificate or statement filed or made as required under this act or the regulations;	Offences: False declarations, etc.;
Dissimu- lation de registres;	b) cache les registres ou livres de comptes d'un consommateur ou d'un mandataire ou en dispose autrement;	(b) hides the records or books of account of a consumer or agent or otherwise disposes of them;	Hiding books;
Inscrip- tions fausses, etc.;	c) fait des inscriptions fausses ou trompeuses, ou consent ou acquiesce à leur accomplissement, ou omet d'inscrire un détail important dans les registres ou livres de comptes d'un consommateur ou d'un mandataire, ou consent ou acquiesce à une telle omission;	(c) makes, or assents to or acquiesces in the making of, false or deceptive entries, or omits to enter a material particular in the records or books of account of a consumer or agent or consents to or acquiesces in such an omission;	Making, etc., false entries;
Non obser- vance de la loi;	d) volontairement, de quelque manière que ce soit, évite ou tente d'éviter l'observation de la présente loi ou le paiement d'un droit établi en vertu de cette loi; ou	(d) wilfully, in any manner, evades or seeks to evade compliance with this act or payment of duties imposed under this act; or	Evading compliance;
Conspira- tion.	e) conspire pour commettre une infraction prévue au présent paragraphe,	(e) conspires to commit an offence contemplated in this subsection,	Conspir- ing.
Peine.	commet une infraction et, en outre de toute peine prévue par toute autre disposition de la présente loi, encourt une amende d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus cinq mille dollars et, dans le cas où un droit est exigible, d'un montant au moins égal à celui de ce droit majoré de vingt-cinq pour cent, mais n'excédant pas le double du droit qui aurait dû être payé ou que cette personne a tenté d'éluder.	commits an offence and, in addition to any penalty provided for by any other provision of this act, incurs a fine of not less than twenty-five dollars nor more than five thousand dollars and, when a duty is exigible, an amount not less than that of such duty increased by twenty-five per cent but not exceeding double the amount of the duty that should have been paid or that such person sought to evade.	Penalty.
Respon- sabilité pour non perception de droits.	« S. Toute personne qui ne perçoit pas un droit qu'elle était tenue de percevoir comme mandataire du ministre ou ne retient pas un droit qu'elle était tenue de retenir, en vertu de la présente loi, devient débitrice envers le gouvernement du montant de ce droit.	“S. Every person who does not collect any duty that he was bound to collect as agent of the Minister or does not withhold any duty that he was bound to withhold under this act becomes a debtor to the government for the amount of such duty.	Person not collecting becomes debtor.

Peine pour omission de faire rapport.

« 9. Toute personne qui omet, dans le temps prescrit, de faire rapport et remise des droits qu'elle a perçus, devait percevoir ou devait payer, encourt une peine de cinq pour cent de ces droits ou, si ce pourcentage résulte en une somme inférieure à dix dollars, une peine de dix dollars en sus de ces droits et intérêts.

Peine additionnelle.

La peine établie à l'alinéa précédent est encourue de nouveau le seizième jour de chaque mois qui suit la date à laquelle le paiement de la première peine devenait exigible. Cependant, le montant total de telles peines se rapportant à une même omission ne doit pas excéder cinq fois celui de la première peine.

Peine pour non paiement, etc., de droits.

« 10. 1. Toute personne qui, volontairement, élude ou tente d'éluder le paiement, la perception ou la remise des droits prévus par la présente loi, est passible d'une peine, que fixe le ministre, d'au moins vingt-cinq pour cent et d'au plus cinquante pour cent du montant des droits dont cette personne a éludé ou tenté d'éluder le paiement, la perception ou la remise.

Peine pour négligence dans déclaration.

2. Si une personne, sciemment ou dans des circonstances qui équivalent à de la négligence flagrante, fait un énoncé ou une omission dans une déclaration, un certificat, un état ou une réponse fait ou produit en vertu de la présente loi, ou y participe ou y acquiesce, et s'il résulte de cet énoncé ou de cette omission que les droits qui seraient à payer ou à remettre par cette personne, si elle était cotisée d'après les renseignements fournis, sont inférieurs aux droits qu'elle doit payer ou remettre, cette personne encourt une peine de vingt-cinq pour cent de la différence entre ces deux montants.

Peines non cumulatives.

3. Nul n'encourt, à l'égard d'un même énoncé ou d'une même omission, à la fois la peine prévue au paragraphe 1 et celle prévue au paragraphe 2, ou à la fois une peine prévue au présent article et le paiement d'une amende prévue à l'article 7 à moins que, dans ce dernier cas, la peine n'ait été imposée avant que ne soit intentée la poursuite donnant lieu à l'amende. »

S.R., c. 74, s. 11, remp.

9. L'article 11 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« 9. Every person who omits, within the prescribed period, to report and remit the duties which he has collected, or should have collected or paid, incurs a penalty of five per cent of such duties or, if such percentage is a sum less than ten dollars, a penalty of ten dollars in addition to such duties and interest.

Penalty for omission to report.

The penalty prescribed in the preceding paragraph shall again be incurred on the sixteenth day of each month following the date when payment of the first penalty became exigible. However, the total amount of such penalties relating to the same omission shall not exceed five times that of the first penalty.

Further penalty.

« 10. (1) Every person who wilfully evades or attempts to evade payment, collection or remittance of the duties provided by this act is liable to a penalty, to be fixed by the Minister, of not less than twenty-five per cent nor more than fifty per cent of the amount of the duties which such person evaded or the payment, collection or remittance of which he sought to evade.

Penalty for evasion of duties.

(2) If a person, knowingly or under circumstances amounting to gross negligence, makes any declaration or omission in a return, certificate, statement or answer made or filed under this act, or participates or acquiesces therein, and if as a result of such declaration or omission the duties which should be paid or remitted by such person, if they were assessed on the basis of the information provided, are less than the duties that he must pay or remit, such person incurs a penalty of twenty-five per cent of the difference between the two amounts.

Declaration or omission in return.

(3) No person shall incur, with respect to the same declaration or omission, both the penalty provided for in subsection 1 and that provided for in subsection 2, or both a penalty provided for in this section and the payment of a fine provided for in section 7, unless, in the latter case, the penalty is imposed before the proceedings giving rise to the fine are instituted."

Liability to payment of penalties.

9. Section 11 of the said act is replaced by the following :

R.S., c. 74, s. 11 replaced.

Règles
applicables.

« 11. Les règles relatives à la procédure et à la preuve énoncées aux articles 155 à 162 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (chap. 69) s'appliquent dans toute poursuite civile ou pénale en vertu de la présente loi; l'article 159 s'applique également à un recours à la Cour provinciale en vertu de l'article 6f. »

“11. The rules respecting procedure and evidence contained in sections 155 to 162 of the Provincial Income Tax Act (Chap. 69) shall apply to all civil and penal proceedings under this act; section 159 shall also apply to recourses to the Provincial Court under section 6f.”

Rules
to apply.

S.R., c.
74, a. 12,
ab.

10. L'article 12 de ladite loi est abrogé.

10. Section 12 of the said act is repealed.

R.S., c.
74, s. 12,
repealed.

Id., a. 13,
mod.

11. L'article 13 de ladite loi est modifié:

11. Section 13 of the said act is amended:

Id., s. 13,
am.

a) en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe a, le mot « licence » par les mots « certificat d'enregistrement »;

(a) by replacing the word “license” in the first line of sub-paragraph a by the words “registration certificate”;

b) en remplaçant, dans les neuvième et dixième lignes du paragraphe b, les mots « qu'une licence ait été émise ou remise » par les mots « qu'un certificat d'enregistrement ait été délivré ou remis ».

(b) by replacing the word “license” in the ninth line of sub-paragraph b by the words “registration certificate”.

Id., a. 17,
rempl.

12. L'article 17 de ladite loi est remplacé par le suivant:

12. Section 17 of the said act is replaced by the following:

Id., s. 17,
replaced.

Droits,
etc., au
fonds con-
solidé.

« 17. Les droits, les intérêts et les peines perçus suivant la présente loi et toutes les amendes recouvrées sous son autorité font partie du fonds consolidé du revenu. »

“17. The duties, interest and penalties collected under this act and all fines recovered thereunder shall form part of the consolidated revenue fund.”

Duties,
etc., to
be part of
fund.

S.R., c.
74, a. 19,
mod.

13. L'article 19 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 33 des lois de 1968, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe c, le mot « fixe » par ce qui suit: « qui n'est pas monté sur un véhicule dont il cause le déplacement, directement ou indirectement ».

13. Section 19 of the said act, amended by section 2 of chapter 33 of the statutes of 1968, is again amended by replacing the words “a stationary engine” in the second and third lines of sub-paragraph c by the words “an engine not mounted on a vehicle which such engine causes to move directly or indirectly”.

R.S., c.
74, s. 19,
am.

Id., a. 20,
mod.

14. L'article 20 de ladite loi est modifié:

14. Section 20 of the said act is amended:

Id., s. 20,
am.

a) en remplaçant, dans la dixième ligne du paragraphe 5, les mots « permis de vendeur de gazoline » par les mots « certificat d'enregistrement »;

(a) by replacing the words “license as a vendor of gasoline” in the tenth line of subsection 5 by the words “registration certificate”;

b) en remplaçant, dans la onzième ligne du paragraphe 5, le mot « permis » par le mot « certificat »;

(b) by replacing the word “permis” in the eleventh line of subsection 5 of the French version by the word “certificat”;

c) en remplaçant, dans les neuvième et dixième lignes du paragraphe 6, les mots « permis de vendeur de gazoline » par les mots « certificat d'enregistrement »;

(c) by replacing the words “license as a vendor of gasoline” in the ninth and tenth lines of subsection 6 by the words “registration certificate”;

d) en remplaçant, dans la onzième ligne du paragraphe 6, le mot « permis » par le mot « certificat »;

e) en remplaçant, dans la dix-huitième ligne du paragraphe 7, les mots « sa licence de vendeur de gazoline » par les mots « son certificat d'enregistrement ».

(d) by replacing the word "permis" in the eleventh line of subsection 6 of the French version by the word "certificat";

(e) by replacing the words "license as a vendor of gasoline" in the seventeenth and eighteenth lines of subsection 7 by the words "registration certificate".

Entrée en
vigueur.

15. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

15. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.